



LES FRANCAS

FEDERATION NATIONALE LAIQUE DE STRUCTURES ET D'ACTIVITES
EDUCATIVES, SOCIALES ET CULTURELLES

Association reconnue d'utilité publique
Siège social : 10/14 rue Tolain
75020 PARIS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS



LES FRANCAS

FEDERATION NATIONALE LAIQUE DE STRUCTURES ET D'ACTIVITES
EDUCATIVES, SOCIALES ET CULTURELLES

Association reconnue d'utilité publique

Siège social : 10/14 rue Tolain

75020 PARIS

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LES FRANCAS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil fédéral.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 31 mars 2026

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Christophe Rambeau
Commissaire aux Comptes

BILAN

ACTIF	31.12.2025			31.12.2024	PASSIF	31.12.2025	31.12.2024
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	485 163	462 228	22 935	18 738	Fonds propres (avant affectation)	4 407 514	4 861 900
Terrains					Résultat de l'exercice	-404 566	-454 386
Constructions	2 559 300	2 099 108	460 192	477 169	Subventions d'investissement		
Matériels d'activités					Total	4 002 948	4 407 514
Autres immobilisations corporelles	309 717	254 484	55 234	58 169	FONDS DEDIES & PROVISIONS		
Immobilisations en cours	128 518		128 518	44 166	Fonds dédiés	39 825	269 387
Autres prêts et titres immobilisés	192 726	78 235	114 491	105 876	Provisions pour risques	613 895	491 301
Dépôts et cautionnements	81		81	81	Provisions pour charges	628 843	578 273
Total	3 675 505	2 894 054	781 451	704 200	Total	1 282 563	1 338 961
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	2 107	2 107			Emprunts et dettes assimilées	900	
Usagers - clients	649		649	6 980	Fournisseurs	568 622	407 148
Comptes courants Réseau	2 113 005	1 621 419	491 586	546 393	Dettes fiscales et sociales	359 552	343 285
Autres créances	168 369		168 369	197 502	Comptes courants Réseau	65 125	97 960
Charges constatées d'avance	491 101		491 101	230 777	Autres dettes	34 956	14 956
Trésorerie	4 470 373		4 470 373	5 038 572	Produits constatés d'avance	88 862	114 600
Total	7 245 603	1 623 525	5 622 078	6 020 224	Total	1 118 018	977 949
Total	10 921 108	4 517 579	6 403 529	6 724 425	Total	6 403 529	6 724 425

COMPTE DE RESULTAT	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	1 689 590	1 646 624
Ventes de biens	50	12 688
Prestations de service		
Subventions d'exploitation	5 063 758	5 480 095
Dons et Mécénat		
Contributions financières	235 025	388 391
Reprises sur dépréciations et provisions	101 330	92 262
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés	265 000	153 190
Autres produits	383 811	381 684
Total	7 738 563	8 154 935
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		8 705
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 820 697	2 185 859
Aides financières	2 067 473	1 985 000
Impôts et taxes	346 024	334 698
Salaires	2 339 489	2 310 689
Cotisations sociales	1 135 118	1 076 759
Dotations aux amortissements	80 072	133 258
Dotations aux dépréciations	78 136	206 128
Dotations aux provisions	274 493	169 742
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	35 438	235 000
Autres charges	1 551	3 649
Total	8 178 490	8 649 486
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-439 927	-494 552
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	44 744	39 945
Reprises sur dépréciations et provisions	8 615	9 118
Total	53 359	49 063
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	53 359	49 063
RESULTAT COURANT (I + II)	-386 568	-445 488
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		
Impôts sur les bénéfices	17 998	8 898
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	-404 566	-454 386

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature		
Bénévolat	168 800	139 700
Total	168 800	139 700
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature		
Personnel bénévole	168 800	139 700
Total	168 800	139 700

Au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre **2025** qui dégage un déficit de **404 565,92 €**

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social et périmètre des activités de l'association : Promouvoir la place que les enfants doivent avoir dans la société, développer des projets d'accueil et d'activités à l'intention des enfants, fédérer les activités et les structures de loisirs, inciter à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets éducatifs, susciter, en fonction des besoins, la création de structures et d'activités adaptées aux conditions d'existence, informer et former les personnes concernées par les enfants, les jeunes et leur éducation, étudier et promouvoir les méthodes et outils d'animation et d'information adaptés aux structures et aux publics.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'exercice a été marqué par :

- La réorganisation de la démarche congrès, à la suite de l'annulation du Congrès à Marseille et la programmation de rendez-vous territoriaux Congrès en 2026 au regard des difficultés économiques en cours et à venir.
- Le déroulement d'une Assemblée Générale Extraordinaire en novembre 2025 à Marseille
- La poursuite de la digitalisation de l'ensemble fédéral : avec le début du développement de Lucine 2 (Logiciel formation habilitée) et la mise en développement du site PopEduc. Les deux projets seront lancés courant 2026.
- Une vacance de postes au centre fédéral de plusieurs mois : sur un poste de délégué.e Général.e Adjoint.
- Une nouvelle augmentation des dettes internes des associations départementales et des unions régionales à la Fédération nationale de près de 78 K€, après une augmentation de 353 K€ en 2024 et de 400 K€ en 2023. Le constat formulé en 2023 d'une d'installation structurelle de ces dettes pour certaines entités se confirme.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2022-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	463 774,00	21 388,50	-	485 162,50
Terrains	-	-	-	-
Constructions & Agencements	2 541 150,85	18 148,80	-	2 559 299,65
Matériel d'activités	-	-	-	-
Agencements & aménagements divers	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-
Matériel informatique	183 402,39	16 520,14	46 906,05	153 016,48
Mobilier	180 462,01	8 298,07	32 059,08	156 701,00
Immobilisation en cours	44 166,15	105 740,05	21 388,50	128 517,70
Total	3 412 955,40	170 095,56	100 353,63	3 482 697,33

b) Acquisitions et désinvestissements

Logiciel (complément)	21 388,50
Garde-Corps	18 148,80
PC portables	16 520,14
Cuisinières	1 097,98
Mobiliers	7 200,09
En-cours :	105 740,05

c) Tableau de variations des amortissements

Valeurs brutes	Taux Linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	445 035,51	17 192,00	-	462 227,51
Constructions & Agencements	50% à 5%	2 063 981,37	35 126,52	-	2 099 107,89
Matériel d'activités	33% à 20%	-	-	-	-
Agencements & aménagements divers	10%	-	-	-	-
Matériel de transport	25%	-	-	-	-
Matériel informatique	33%	154 235,49	18 852,21	46 906,05	126 181,65
Mobilier	20%	151 460,07	8 901,07	32 059,08	128 302,06
Total		2 814 712,44	80 071,80	78 965,13	2 815 819,11

2. Immobilisations financières

NATURE	Montant	moins d'1 an	plus d'un an
Prêts : UR AURA / AD38	20 420,00	-	20 420,00
Effort construction	172 306,00	-	172 306,00
Dépôts et cautionnements	81,48	-	81,48
Total	192 807,48	-	192 807,48

3. Usagers

NATURE	Provisions	Brut	Net
Usagers	648,89	-	648,89
Usagers douteux	-	-	-
Usagers Non encore facturés	-	-	-
Total	648,89	-	648,89

4. Comptes courants Francas

N°	Entités	Exercice clos	Exercice précédent
450100	UR FRANCAS AURA	23 797,02	
450101	AD FRANCAS 01		3 767,91
450103	AD FRANCAS 03		825,32
450126	AD FRANCAS 26/07	2 172,25	2 172,25
450138	AD FRANCAS 38	14 560,49	17 074,27
450142	AD FRANCAS 42	34 760,88	19 148,89
450143	AD FRANCAS 43		1 232,41
450163	AD FRANCAS 63	18,90	934,32
450169	AD FRANCAS 69		2 251,08
450173	AD FRANCAS 73	21 165,32	21 520,27
450200	UR FRANCAS NOUVELLE AQUITAINE	17 734,51	8 057,43
450216	AD FRANCAS 16	18 645,81	10 986,80
450217	AD FRANCAS 17	323,51	2 481,48
450224	AD FRANCAS 24	9 502,05	7 748,62
450233	AD FRANCAS 33	45 833,01	128 377,75
450240	AD FRANCAS 40		1 020,71
450247	AD FRANCAS 47		4 081,41
450264	AD FRANCAS 64		2 674,71
450286	AD FRANCAS 86		1 169,51
450400	UR NORMANDIE FRANCAS	859,24	
450414	AD FRANCAS 14		9 796,50
450427	AD FRANCAS 27		740,63
450450	AD FRANCAS 50	84 322,22	32 958,40
450476	AD FRANCAS 76	81 199,53	58 678,69
450500	UR FRANCAS BOURGOGNE-FR COMTE	2 679,95	122,67
450521	AD FRANCAS 21	306,97	426,42
450525	AD FRANCAS 25	243 590,00	417 603,30
450539	AD FRANCAS 39	13 367,16	4 946,08
450558	AD FRANCAS 58		900,02
450589	AD FRANCAS 89		1 510,29
450600	UR FRANCAS BRETAGNE	59 958,28	55 865,28
450622	AD FRANCAS 22		145,52

450629	AD FRANCAS 29	10 203,39	8 610,72
450635	AD FRANCAS 35	73 778,80	75 480,30
450656	AD FRANCAS 56		2 264,96
450700	UR FRANCAS CENTRE	295 875,47	295 875,47
450718	AD FRANCAS 18	3 935,50	1 974,07
450741	AD FRANCAS 41/37	3 235,71	4 379,11
450800	UR FRANCAS GRAND EST	236,73	945,41
450808	AD FRANCAS 08	1 658,93	1 709,43
450810	AD FRANCAS 10	706,21	658,17
450852	AD FRANCAS 52		3 326,50
450854	AD FRANCAS 54	521,32	14 059,72
450857	AD FRANCAS 57	176,40	3 044,31
450867	AD FRANCAS 67	6 204,61	1 415,80
450868	AD FRANCAS 68	3 141,17	2 522,27
450888	AD FRANCAS 88	8 807,25	11 962,75
451200	UR FRANCAS ILE DE FRANCE	296 397,40	341 868,64
451201	GROUPT EMPLOYEURS FRANCAS IDF	660,00	660,00
451293	AD FRANCAS 93		643,86
451294	AD FRANCAS 94	1 739,00	2 723,67
451712	AD FRANCAS 12		442,00
451730	AD FRANCAS 30	3 732,94	2 561,97
451731	AD FRANCAS 31		3 552,85
451732	AD FRANCAS 32		714,49
451734	AD FRANCAS 34		1 792,21
451746	AD FRANCAS 46	2 619,10	5 646,70
451766	AD FRANCAS 66	86 389,90	4 470,91
451781	AD FRANCAS 81		630,65
451782	AD FRANCAS 82	1 043,14	2 582,36
451944	AD FRANCAS 44		8 488,01
451949	AD FRANCAS 49	534,32	2 354,90
451953	AD FRANCAS 53	1 788,95	4 300,21
451985	AD FRANCAS 85	12,34	7 712,23
452100	UR FRANCAS P.A.C.A.	722,27	
452104	AD FRANCAS 04		3 034,20
452106	AD FRANCAS 06	7 626,28	
452200	UR FRANCAS HAUTS DE FRANCE	40 065,49	62 447,31
452259	AD FRANCAS 59	140 571,81	40 701,20
452260	AD FRANCAS 60		409,80
452262	AD FRANCAS 62	43 704,40	25 459,52
452280	AD FRANCAS 80	41 549,43	41 550,63
452971	AD FRANCAS GUADELOUPE	206 600,75	159 816,89
452972	AD FRANCAS MARTINIQUE	153 968,62	117 192,82
452974	AD ARPEJ		469,21
Total Brut		2 113 004,73	2 089 675,17
Provision		1 621 418,65	1 543 282,65

5. Autres créances

SUBROGATION IJ A RECEVOIR	928,32
SUBVENTION D'EXPLOITAT° A RECEVOIR	98 054,64
Crédit de TVA	58 970,31
UNIFORMATION P A RECEVOIR	10 249,49
REGIE DES SERVICES GENERAUX	166,41
AUTRES CRÉANCES	168 369,17

6. Trésorerie

PARTS SOCIALES CASDEN	117 217,86
BRED	130 156,15
EPARGNE CASDEN	1 614 477,38
LIVRET A BRED	94 302,26
BRED CB	2 862,76

BRED POP EDUC	182,10
BRED COMPTE A TERME	2 500 000,00
INTERETS COURUS A RECEVOIR	10 701,37
CAISSE	472,77
	4 470 372,65

7. Charges constatées d'avance

Charges constatées correspondant à l'exercice suivant **491 101,12**

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Fonds propres (dont Réserves pour Projets associatifs)	Début	Augmentation	Consommation	Fin
Fonds propres (compta)	4 321 339,48		454 386,36	3 866 953,12
Equipement numérique				
Chantier Fédéral Evaluation	295 360,86			295 360,86
Développement numérique et communication	245 199,90			245 199,90
Total réserves pour projets associatifs	540 560,76			540 560,76
Total Fonds Propres	4 861 900,24		454 386,36	4 407 513,88

2. Subventions d'investissement

Néant

3. Fonds dédiés

	Début	Dotations	Reprises	Fin
Ministère de la Culture (Œuvres citoyennes+EMI RADIO)		28 000,00	15 000,00	13 000,00
FEPJ - APEGA		42 438,20	20 000,00	22 438,20
EUROPE KIDS RADIOS		200 000,00	200 000,00	0,00
ERASMUS - Projet formation en Europe	60 077,00		55 690,00	4 387,00
Total	60 077,00	270 438,20	290 690,00	39 825,20

4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises	Fin
Risque subsistant des entités Francas	342 000	122 594		464 594
Provision pour litige	149 301			149 301
Provision pour risques	491 301	122 594		613 895
Engagement de retraite du personnel (1)	492 273	80 525	15 330	557 467
Assemblée générale nationale	86 000	71 374	86 000	71 374
Provision pour charges	578 273	151 899	101 330	628 843
Total Provisions pour risques et charges	1 069 574	274 493	101 330	1 242 738
Prêts Francas	20 420			20 420
Prêts effort Construction	66 430		8 615	57 815
Stock		2 107		2 107
Compte courants Francas	1 543 283	78 136		1 621 419
Dépréciations	1 630 133	80 243	8 615	1 701 760
Total	2 699 707	354 736	109 945	2 944 498

Dotations / reprises d'exploitation	354 736	101 329
Dotation / reprises financières		8 615
Dotation / reprises exceptionnelles		
Total	354 736	109 945

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet	101 330
(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet	8 615
	109 945

(1) La provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, puis 1/3 de mois au-delà de 10 ans d'ancienneté avec des charges patronales de 53%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

Néant

6. Fournisseurs

Fournisseurs	496 346,61
Notes de frais	6 062,41
Fournisseurs, factures non parvenues	<u>66 213,38</u>
	568 622,40

7. Dettes fiscales et sociales

Provision congés payés brut	95 289,75
Provision congés payés charges sociales	50 747,51
URSSAF	100 165,00
MGEN SOLUTION MUTUEL PERSO	4 144,91
CPM CHORUM	4 528,10
Malakoff/Médéric	28 991,88
Pension salariale CNRACL	280,32
Pension Patronale CNRACL	875,05
Mutuelle	4 144,91
Prélèvement à la source	12 402,00
Impôts sur intérêts	17 998,10
Taxe sur salaires	22 641,00
Unifonction	<u>21 488,00</u>
	359 551,62

8. Comptes courants Francas

N°	Entités	Exercice clos	Exercice précédent
450100	UR FRANCAS AURA		1 525,84
450101	AD FRANCAS 01	777,85	
450169	AD FRANCAS 69	51,00	
450240	AD FRANCAS 40	1 314,00	
450247	AD FRANCAS 47	5,00	
450264	AD FRANCAS 64	64,34	
450279	AD FRANCAS 79	14,79	2,19
450280	AD FRANCAS 80	504,00	
450400	UR NORMANDIE FRANCAS		3 127,60
450414	AD FRANCAS 14	7 672,43	
450427	AD FRANCAS 27	8 768,17	
450558	AD FRANCAS 58	216,60	
450570	AD FRANCAS 70/90	1 910,30	4 548,76
450571	AD FRANCAS 71	14,49	6 210,57
450589	AD FRANCAS 89	42,00	
450522	AD FRANCAS 22	100,00	
450656	AD FRANCAS 56	528,10	
450745	AD FRANCAS 45	22 217,68	21 814,48
450851	AD FRANCAS 51	1 746,20	3 904,63
450852	AD FRANCAS 52	115,80	
451277	AD FRANCAS 77	412,60	5 675,52
451293	AD FRANCAS 93	355,95	
451295	AD FRANCAS 95	1 065,02	1 737,79
451700	UR FRANCAS D'OCCITANIE	754,09	20 314,02
451709	AD FRANCAS 09		866,60
451111	AD FRANCAS 11	1 523,99	1 384,48
451112	AD FRANCAS 12	586,38	
451132	AD FRANCAS 32	563,80	
451734	AD FRANCAS 34	12,00	
451765	AD FRANCAS 65	1 001,78	526,18
451781	AD FRANCAS 81	143,49	
451900	UR FRANCAS PAYS LOIRE	1 440,77	2 056,96
451944	AD FRANCAS 44	1 265,17	
451972	AD FRANCAS 72	1321,55	4093,34
452100	UR FRANCAS P.A.C.A.		7 944,76
452104	AD FRANCAS 04	305,60	
452106	AD FRANCAS 06		39,31
452113	AD FRANCAS 13	2 499,79	1 661,84
452183	AD FRANCAS 83	1 718,00	802,58
452184	AD FRANCAS 84	3 636,28	3 870,74
452202	AD FRANCAS 02	443,00	5 483,70
452260	AD FRANCAS 60	5,00	
452974	AD ARPEJ 974	7,99	
Total BRUT		65 125	97 592

9. Autres dettes

Cil à régulariser	5 393,00
Frais formation	490,00
AD Creuse	3 673,30
Film d'animation eYouth connect	5 400,00
Charges à payer aux AD/UR Projet ERAMUS	<u>20 000,00</u>
	34 956,30

10. Produits constatés d'avance

Contribution AD-UR Congrès 2025/2026	88 862,12
--------------------------------------	------------------

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**1a. Cotisations des Associations Départementales à la Fédération**

9 186	adhérents individuels à 6.30 €	57 871,80
899	adhérents collectifs organisateurs à 100.00 €	89 900,00
	Réglul erreur facturation adhéré indiv + collectif 2024	-8 740,40

1b. Contributions financières AD-UR

Panafo-Formation habilitée	
57 767 journées/ stagiaires (métropole et DOM) x 7,00 €	375 987,60
Panafo Formation professionnelle 329 402 heures x 1.28 €	462 094,69
Contribution AD-UR 1%	711 601,09

2. Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
FONJEP	185 221,00	113 700,34
Ministère de l'éducation Nationale-DJEPVA	500 000,00	500 000,00
FDVA	22 200,00	22 400,00
FONJEP JSI-VVVS	27 000,00	30 000,00
CNAF	216 000,00	216 000,00
OFAJ	95 073,53	200 485,38
Erasmus	36 022,40	53 259,00
Europe Kids Radios	12 991,56	350 000,00
Ministère de l'éducation Nationale-DGESCO	3 753 750,00	3 753 750,00
Ministère de la culture	125 000,00	140 000,00
ANCT	63 500,00	73 500,00
FEPJ APEGA	18 900,00	20 000,00
Autres Subventions	8 100,00	7 000,00
Total	5 063 758,49	5 480 094,72

4. Produits et charges exceptionnels

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

	Effectif à la clôture (1)		Equivalent temps plein à la clôture (2)		Equivalent temps plein annuel (3)	
	Exercice clos	Exercice précédent	Exercice clos	Exercice précédent	Exercice clos	Exercice précédent
Cadres	31	32	30.9	32	30.9	32.91
Employés	9	11	9	10.30	9	9.44
Détachés	4	4	4	4	4	4
Total	44	47	43.90	46,30	43.90	46.35

(1) Effectif à la clôture quelle que soit la durée de travail (2) Equivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

(3) Temps annuel travaillé par salarié.

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Néant

4. Engagements donnés

Néant

5. Engagements reçus

L'Associations Départementale des Pyrénées Atlantique s'est engagée à reverser 12 197,25 € à la Fédération Nationales des Francas en cas de départ de leur entité des personnes concernées pour un motif autre que la retraite ou le licenciement non privatif d'indemnité suivant la répartition ci-dessous.

6. Contributions volontaires en nature

Bénévolat	Nb Jours	Total
Cadre	598	59 800
Non cadre	820	82 000
Projet de coopération international	270	27 000
Total :	1 688	168 800